ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF129

présenté par

Mme Regol, Mme Arrighi, M. Iordanoff, M. Lucas, M. Thierry, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché et Mme Taillé-Polian

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Police nationale	0	1 500 000 000
Gendarmerie nationale	0	0
Sécurité et éducation routières	0	0
Sécurité civile	1 500 000 000	0
TOTAUX	1 500 000 000	1 500 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que le système français de sécurité civile fait face à un risque de « rupture capacitaire » selon les mots mêmes de l'Inspection générale de l'administration, les écologistes proposent de mettre en plus un choc capacitaire sous la forme d'un fonds d'investissement national permettant d'accompagner les investissements de diverses natures des services d'incendie et de secours.

Les écologistes proposent par conséquent un transfert en AE et CP de 1,5 milliard d'euros de l'action « Ordre public et protection de la souveraineté » du programme « Police nationale » vers l'action « Soutien aux acteurs de la sécurité civile » du programme « Sécurité civile ».

Nous demandons par ailleurs au Gouvernement de lever le gage afin de ne pas priver la police nationale de moyens dont elle a besoin pour mener à bien ses missions.